

COMMENT LES MULTINATIONALES VOLENT LE PATRIMOINE, LES RICHESSES NATURELLES ET MINERALES DU CONGO. EN MEME TEMPS LES CONGOLAIS CROUPESENT DANS UNE SOUFFRANCE INFRAHUMAINE CASIMENT PASSEE SOUS SILENCE.

Un rapport de Keith Harmon Snow et David Barouski (Zmag, 5.03.2006).

Le journal médical britannique, *The Lancet*, s'est sensationnellement intéressé récemment à la République Démocratique du Congo, plus que tous les autres organes de médias occidentaux combinés. Un groupe de médecins après recherche a compilé un rapport qui dit que plus de 4 millions de Congolais ont été tués depuis l'éclatement "officiel" de la guerre en 1998 (1). La BBC a confirmé que la guerre au Congo a coûté beaucoup plus vies que tous les conflits armés depuis la Deuxième Guerre Mondiale (2). Cependant, les experts qui travaillent au Congo et les rescapés Congolais eux-mêmes estiment à 10 millions le nombre de morts depuis l'éclatement de la guerre en 1996 – et non en 1998 – à la suite de l'invasion soutenue par les États-Unis pour renverser le président du Zaïre, Joseph Mobutu. Les médias occidentaux ont l'habitude de "chiffrer" les morts en Afrique, mais dans le cas du Congo, aucun statistique ne peut "quantifier" la souffrance du peuple Congolais.

Il y a une section de l'opinion internationale qui consciente du fait que la guerre au Congo est poussée par le désir d'extraire les matières premières, y compris le diamant, l'or, le colombium tantalite (coltan), le nobium, le cobalt, le cuivre, l'uranium et le pétrole. Les multinationales occidentales procèdent à l'extraction sans précédente des minerais au Congo, et il est estimé que des tonnes et des tonnes de cobalt d'une valeur de \$6 millions par jour – rien que le cobalt – sortent du Congo par jour. Le cobalt est un élément contenant un superalliage, essentiellement nécessaire à l'industrie nucléaire, chimique, l'industrie d'aviation et de défense.

Toute analyse sur la géopolitique au Congo nécessite une bonne compréhension du crime organisé et perpétré à travers le business des multinationales pour arriver à comprendre les raisons pour lesquelles le peuple Congolais souffre d'une guerre sans issue depuis 1996.

Il y a une section de l'opinion internationale qui loue le grand progrès accompli dans la dénonciation de l'extraction illégale des minerais au Congo où les activités illégales des multinationales sont désormais dévoilées, plus particulièrement par le groupe Human Rights Watch (HRW) dont le rapport de 2005, intitulé "*The Curse of Gold – La Malédiction de l'Or*", a exposé la rapine et la contrebande par les officiers ougandais et les corporations multinationales qui passaient l'or à la fraude à travers les rebelles miliciens locaux. Le Front National pour l'Intégration (FNI) et les Forces Armées du Peuple Congolais (FAPC) étaient parmi les groupes armés cités dans ce rapport de HRW. Les compagnies multinationales occidentales visées par HRW dans ce rapport étaient Anglo-Ashanti Gold, une compagnie basée en Afrique du Sud et Metalor, une firme Suedoise.

Le rapport de HRW a manqué de mentionner que Anglo-Ashanti est en partenariat avec Anglo-American, une propriété de la famille Oppenheimer qui en son tour est en partenariat avec Barrick Gold, basée au Canada, décrite ci-dessous (3). Anglo-American PLC, basée à Londres retient 45% des actions dans DeBeers, une compagnie de la famille Oppenheimer, noyée pour son quasi-monopole de

l'industrie du diamant mondialement (4). Sir Mark Moody-Stuart, un directeur de Anglo-American, est également directeur de Royal Dutch/Shell et membre du Conseil d'administration du Secrétaire Général de l'ONU, Kofi Annan (5). Les Rapport de HRW a aussi supprimé les témoignages indiscutables déposées par les chercheurs de HRW – qui prouvent sans doute que Anglo-Ashanti a envoyé ses hauts avocats à l'est du Congo pour y faciliter l'arrestation des leaders des milices.

Plusieurs compagnies minières multinationales n'ont jamais été, si pas rarement, mentionnées dans un rapport quelconque des organisations des droits de l'homme, entre autre Barrick Gold, qui opère dans la ville de Watsa, au nord-est de la ville de Bunia, localisée dans l'une des coins les plus sécoués par la violence au Congo. Ces mines étaient sous contrôle intermittent des Forces de Défense du Peuple Ougandais (UPDF) pendant la guerre. Les officieux à Bunia ont déclaré que les exécutifs de Barrick Gold ont atterri dans la région sous l'escorte des troupes Rwandaises (Front Patriotique Rwandais, FPR) et Ougandaises (UPDF), pour enquêter et inspecter les intérêts minières (6).

George H.W. Bush a servi comme un conseiller payé de Barrick Gold. Parmi les directeurs de Barrick Gold, se trouvent Brian Mulroney, ancien premier ministre du Canada; Edwards Neys, ancien ambassadeur américain au Canada et PDG de Burston-Marsteller, une compagnie de relations publiques; l'ancien sénateur américain Howard Baker; J. Trevor Eyton, un membre du Sénat Canadien; et Vernon Jordan, l'un des avocats de Bill Clinton (7).

Barrick Gold est un client de longue date de la compagnie de lobbying d'Andrew Young dénommée Good Works International. Andrew Young est l'ancien maire d'Atlanta, et un organisateur clé du Conseil d'amitié Américano-ougandaise. Young a été choisi par le Président Clinton pour diriger le Fond de d'entreprise et de développement de l'Afrique Australe en octobre 1994. Good Works International a d'autres clients ou partenaires en Business, y compris Coke, Chevron-Texaco, Mosanto; ainsi que les gouvernements d'Angola et du Nigeria (noter le transfert des armes cité ci-dessous). Young est également PDG de Cox Communications et Archers Daniels Midland – le "supermarché au monde"; ainsi que le bénéfacteur de la Radio Publique Nationale qui compte comme directeurs: Brian Mulroney (Barrick) et G. Allen Andreas, un membre du Conseil d'administration de la section européenne de Carlyle Group.

Adastra Mining est l'un des parténaires miniers de Barrick Gold. Adastra Mining, a été formellement connue sous le nom de American Mineral Fields (AMFI, AMX, elle a eu d'autres appellations), formellement basée à Hope, Arkansas, la ville natale de Bill Clinton. Adastra jouit des relations de proximité avec Lazare Kaplan International INC., la plus grande compagnie de courtage diamantifère aux États-Unis, et dont le président n'est autre que Maurice Tempelman, qui a toujours été un conseiller des Affaires Africaines au gouvernements américains successifs. Il a aussi été le Consul Général Honoraire Américain pour la République Démocratique du Congo depuis 1977 (8).

Maurice Tempelman a accompagné Bill Clinton pendant son tour africain en 1998 et il fait souvent voile avec les Clintons à l'écart de la Vigne de Martha. Il est membre du Conseil d'administration International de la Bourse d'Amérique, directeur de Woods Océanographic Institute, un paravent "sicientific" pour ses activités d'exploitation diamantifère proche du littoral, ratêlant le lit de l'océan dans l'oubli total.

Adastra a aussi acquis une concession de diamant le long de la frontière congolo-angolaise de la part d'une firme de mercenaires belge dénommée International Defense and Security (1998), et actuellement dispose des concessions de cobalt et de cuivre dans la province congolaise du Katanga (9).

Adastra est membre du Conseil économique de l'Afrique (Corporate Council on Africa), ensemble avec Goodworks, Halliburton, Chevron-Texaco, Northrop Grumman, GE, Boeing, Raytheon, Bechtel and SAIC – les deux derniers étant des entités de défense et des agents secrets d'intelligence impliqués dans des projets "noirs" supra-gouvernementaux classifiés.

En avril 1997, Jean-Ramon Boulle, a co-fondateur de Adastra (alors dénommée AMFI), a signé un contrat de \$1 milliard avec l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo-Zaïre (AFDL) dirigée par Laurent Désiré Kabila pour les mines de cobalt de Kolwezi et les mines de zinc de Kipushi, avant même que l'AFDL ait officiellement pris le pouvoir. Les dirigeants de l'AFDL étaient même autorisés à utiliser le jet privé de Boulle (10). Entretemps, les PDG d'Adastra étaient également des anciens directeurs de Anglo-American (11). D'autres fondateurs d'Adastra jouissant des liens avec Bill Clinton sont Michael McMurrough et Robert Friedland – tous les deux impliqués dans des affaires louches, criminelles offshore (au large) en Indonésie, en Afrique, en Birmanie et aux Amériques (12).

Barrick soustraite avec Caleb International qui était aussi entré en partenariat avec Adastra dans le passé. Caleb est dirigé par Salim Saleh, un demi-frère du président ougandais Yoweri Museveni et ancien chef d'Etat major de l'armée ougandaise, l'UPDF. Quand les troupes ougandaises se sont retirées du Congo en 2002, à la suite de la soi-disant «accord de paix», Salim Saleh a commencé immédiatement à former des groupes paramilitaires pour servir de supports à l'écoulement des minerais congolais vers l'Ouganda, pour soutenir l'exploitation ougandaise par procuration des richesses naturelles et minérales du Congo.

Salim Saleh est un actionnaire dans Catalyst Co., une firme canadienne, qui jouit de 100% d'intérêts dans les mines d'or de Kaabong (14). Il est co-proprétaire de Saracen, une compagnie militaire privée créée par Executive Outcomes, une firme des Barbouzes, fondée par l'Anglais Tony Buckingham, qui loue ses services dans des zones de conflit (15). Le Panel des Experts de l'ONU sur l'Exploitation Illégale des Ressources Naturelles et Minérales de la RDC a recommandé que Salim Saleh soit interdit de voyager et ses biens gelés, mais cette recommandation n'a jamais été mise en exécution.

Des opérations militaires récentes par les forces armées de maintien de la paix de l'ONU (Monuc) étaient consacrées au désarmement ou à la neutralisation des Forces pour la Libération Démocratique du Rwanda (FDLR), un groupe rebelle opposé au gouvernement de Paul Kagame au Rwanda, et aux Forces Démocratiques Alliées (ADF), un groupe rebelle opposé au gouvernement de Museveni (Notez que l'armée rwandaise n'a pas hésité en cas de nécessité de collaborer avec son ennemi juré – le FDLR – pour exploiter les richesses du Congo. Les alliances entre les rebelles changent perpétuellement). Effectivement, tous ces opérations militaires visent la neutralisation de tous ces groupes rebelles pour en débarrasser l'est du Congo et laisser le terrain libre pour l'exploitation minière de grande envergure par les multinationales. Les miliciens Mai-Mai, dont l'objectif est de "protéger le Congo contre les envahisseurs Rwandais et Ougandais" ont aussi commis des crimes contre

l'humanité , et pourtant il apparait qu'ils ne sont pas visés par la Monuc. Les Mai-Mai opèrent au Nord du Katanga et aux deux Kivus.

Les miliciens gangsters et trafiquants au Katanga sont connectés à des réseaux des hommes affaires, y compris le président Robert Mugabe, Billy Rautenbach, John bredenkamp et Marc Rich. Le magnat diamantaire Américain Maurice Tempelsman a énormément profité des concessions minières au Katanga depuis l'ère Kennedy. C'est Lawrence Devlin, un ancien chef de station de la CIA à Lubumbashi sous Eisenhower, ultérieurement embauché par Tempelsman, qui a confirmé toutes les fraudes criminelles de Tempelsman avec la complicité de l'ancien Président Zairois Mobutu Sese Seko (16).

Le Groupe Forrest a une longue histoire d'exploitation au Congo, plus que tous les autres. Ce groupe a acqui ses premières concessions minières au Congo avant la déclaration de l'indépendance du Congo des belges. Le Groupe Forrest qui comprend aussi le Groupe OM basé à Ohio, dispose de plusieurs concessions minières au Katanga. Le Chairman George Forrest, ancien PDG de la compagnie minière de l'Etat Congolais, la Gécamines, est propriétaire de New Lachausse, une firme qui fabrique les armes.

Le coltan, un minerais raffiné en tantalum et transformé en capaciteurs, superconducteurs, largement utilisés dans l'industrie aérospatiale, l'industrie électronique, dans la technologie de pointe et dans la fabrication des transistors, constitue le nerf de la guerre à l'est du Congo. Tout le tantalum dont les États-Unis ont besoin vient des sources se trouvant à l'étranger et don't le pays de l'Oncle Sam dépend totalement pour la fabrication des armes, des téléphones cellulaires portables, des ordinateurs, des VCR, CD Player, P.D.A, Pagers et TV. Le record des imports américains du coltan prouvent que les achats des tonnes et des tonnes de coltan par les Américains de la part du Rwanda et de l'Ouganda étaient dramatiquement élevés au moment ou le Rwanda et l'Ouganda faisaient la contrebande du tantalum et du cobalt à partir du Congo.

La company Sony a dramatiquement augmenté ses importation du coltan à la suite du lancement de sa fameuse "Playstation2"; pendant que Compaq, Microsoft, Dell, Ericsson, Hewlett-Packard, IBM, Nokia, Intel, Lucent et Motorola se comptent parmi les grans consommateurs du tantalum (17). Nicole Seligman, l'actuel PDG adjoint et Conseiller Général de Sony était un ancien conseiller juridique de Bill Clinton à travers la firme d'avocats le D.C. Williams et Connelly, LLP qui comptait Bill Clinton et Oliver North parmi ses clients. Le vice-président de Sony chargé des finances Robert Wiesenthal est un ancien banquier avec First First Boston, un supporteur des activités humanitaires de "Refugees International" dans des camps des réfugiés Rwandais à l'est du Congo, tout juste avant la chute de Mobutu en 1997. Wiesenthal était aussi un conseiller financier de Cox Communications, OM Group, Time Warner et le New York Times (19).

Walter Kansteiner, fils d'un grand marchand de coltan basé à Chicago, est le Secrétaire d'Etat adjoint des Affaires Africaines à la Maison Blanche et ancien membre du "Dept of Defense Task Force On Strategic Minerals". Dans son discours au "Forum for International Policy" (Forum pour la politique étrangère) en octobre 1996, Kansteiner a plaidé pour la partition du Congo (alors Zaïre) en plusieurs p en plusieurs petits états sur de linéage ethnique (20). Ironiquement, la constitution actuelle divise le Congo en 26 provincettes. Ce discours de Kansteiner a coïncidé avec l'avancée de l'AFDL dirigée par Laurent Désiré Kabila dans sa marche fulgurante pour renverser Mobutu avec l'aide du Rwanda, de l'Ouganda et des Etats-Unis (21).

Kansteiner est aussi dépositaire administrateur de "Africa Wildlife Foundation", Fondation pour la protection de la faune et de la flore africaine, un autre front euphemistique pour l'acquisition des ressources naturelles du Congo.

Bechtel, une compagnie aérospatiale et de construction, a fourni des cartes satellitaires des photos de reconnaissance des mouvements des troupes de Mobutu pour l'invasion du Congo par l'AFDL en 1996. Bechtel a aussi créé des cartes infra-rouges des gisements des minerais du Congo (22). Le Front Patriotique Rwandais (FPR) dirigé par Paul Kagame, l'actuel président Rwandais, un gradué de l'académie militaire américaine de Fort Leavenworth, s'est servi des cartes satellitaires fournies par la NASA/Bechtel pour localiser les camps des réfugiés Hutu Rwandais à l'est du Congo depuis qu'ils ont fui le cataclysme de 1994 au Rwanda. Le nombre de réfugiés estimé à 800,000 ont été pourchassés à travers les forêts congolaises et tués (23). Parmi les amis de Bechtel dans les hauts cercles du pouvoir aux Etats-Unis, vous trouvez l'ancien Secrétaire d'Etat George Shultz (membre du conseil d'administration de Bechtel); l'ancien Secrétaire d'Etat à la Défense Casper Weinberger (membre du conseil d'administration de Bechtel), et le Général en retraite du Corps de la Marine Américaine Jack Sheelan (vice-président de Bechtel). Il est également membre du Conseil de la politique de défense au Pentagone (24). Riley P. Bechtel siège au conseil d'administration de J.P. Morgan (25). Nexant Company, une subsidiaire de Bechtel s'occupe actuellement de la construction de l'oléoduc qui va relier l'Ouganda et le Kenya, un projet dont Nexant en est le principal constructeur. Il est estimé que cet oléoduc va faciliter le transport du pétrole qui sera bientôt extrait du bassin de Semilinki du Lac Albert au Congo. Heritage Oil de l'Anglais Tony Buckingham se prête déjà à y exploiter le pétrole.

Le Panel des Experts de l'ONU a cité Cabot, une compagnie américaine basée à New England pour s'adonner à des pratiques criminelles immorales et à des activités de contrebande au Congo (26).. Cabot représente l'une des grandes compagnies de traitement du coltan/tantalum dans le monde. L'actuel directeur adjoint du Département du Trésor aux Etats-Unis, Samuel Bodman, était PDG et Chairman du Conseil d'administration de Cabot de 1997 à 2001 (27). L'actuel directeur de Cabot, John McArthur est conseiller principal de Paul Wolfowitz à la Banque Mondiale (28).

Les "Private Military Contractors (PMCs) – Compagnies Contractuels Militaires Privés – constitue tout un grand monde des affaires en Afrique. Brwon&Root, une subsidiaire de Halliburton, a aidé à la construction d'une base militaire à Cyangugu au Rwanda, juste tout près de la frontière Rwando-Congolaise. "Officiellement", Brwon&Root opérait là-bas pour creuser les mines souterraines et anti-personnelles. Au contraire les installations de Brwon&Root à Cyangugu servaient plutôt à une base militaire d'où logeaient et opéraient les mercenaires de la Military Professional Resources Inc.(MPRI), la fameuse compagnie américaine privée des barbouzes qui ont assuré la formation des troupes rwandaises du FPR et de l'AFDL de Laurent Désiré Kabila pour les préparer à l'invasion du Congo en 1996, et à la re-invasion du Congo par l'armée rwandaise en 1998 **A LA SUITE DE LA DECISION DE LAURENT DESIRE KABILA, HEROS NATIONAL, DE CHASSER LES TROUPES RWANDAISES ET OUGANDAISES, BECHTEL, FMI, BANQUE MONDIALE.... DE SON PAYS (29).**

Les services secrets français ont confirmé que les Forces Spéciales Américaines et les mercenaires Américains du MPRI ont participé aux massacres des réfugiés Hutu Rwandais le long de la rivière Oso près de Goma en 1996. L'intelligence française indique même qu'elle a découvert par la suite les corps de deux soldats américains tués dans les combats près de Goma ont été rendus aux Américains (30). Les

circonstances qui entourent le recouvrement non-officiel de ces deux corps de deux soldats américains demeurent très mystérieuses (31).

MPRI est basé à Arlington, Virginia, aux Etats-Unis. MPRI est dirigé par ou disons son personnel est composé de 36 généraux américains à la retraite. Elle est contracté par le Pentagone pour servir d'une force d'intervention rapide en Afrique, dans le cadre d'un programme militaire dénommée "African Crisis Responsive Initiative (ACRI)". C'est sous ce programme que l'armée ougandaise a jouit d'une formation accélérée et les officiers Ougandais ont suivi la formation dans guerrilla urbaine à l'académie militaire de Fort Bragg, North Carolina, aux Etats-Unis en 1996. Pendant leur invasion du Congo en 1998, les troupes ougandaises étaient manifestement munies des équipements leur fournis par ACRI; En même temps Human Rights Watch et Amnesty International ont accusé les bataillons entiers ougandais formés dans le cadre de ACRI, d'être impliqués dans des actes de viols, de massacres, d'extorsion et de tortures des civils en Ouganda et au Congo pendant l'occupation. (32).

Tony Buckingham, le fondateur de Executive Outcomes a établi d'autres compagnies militaires privées qui opèrent à travers l'Afrique. Sa compagnie pétrolière, Heritage Oil & Gas travaille intimement avec sa Compagnie Militaire Privée, dénommée Sandline International pour manipuler les options pétrolières autour du Lac Albert. Il est estimé qu'il a signé des contrats avec les différents groupes armés en guerre dans la région ainsi qu'avec le gouvernement Congolais et Ougandais de part d'autre de la frontière Ougando-congolaise. Une autre compagnie fondée par Tony Buckingham s'appelle "Branch Energy" affiliée à son Heritage Oil & Gas et qui opère dans la Région des Grands Lacs.

Les enquêtes sur le transfert d'armes illégal au profit du Rwanda l'année dernière, en violation de l'embargo de l'ONU sur les armes dans la région, ont été gênées par le refus du gouvernement rwandais de fournir la liste des numéros d'ordre de tous les 5,000 AK-47 y délivrés. Ce cargo d'arme provient de la Bulgarie, mais ce pays refuse catégoriquement de fournir les numéros d'ordre, ce qui confirme tout simplement que les armes ont été vendues à un pays tiers, non frappé par l'embargo, le Nigeria en occurrence, en route vers le Rwanda et la RDC. Les gouvernements ougandais, congolais, Sud Africain et Equato-Guinéen (principal protectorat pétrolier américain) – sont également tous responsables pour leur soutien au trafic d'armes clandestin dans la région (33).

Les cargaisons qui arrivent par bateaux à partir de la Tanzanie, et le rôle que le gouvernement Tanzanien joue dans son soutien de la guerre au Congo ne sont jamais mis en question. Ça a affaire, peut-être au fait que le gouvernement Tanzanien a accordé des licences et des concessions minières à Barrick Gold dans les territoires Masaai en Tanzanie. Les avions petits porteurs sont permis de décoller entre la Tanzanie et le Congo, et à partir du Kenya sans documentation convenable, sans enregistrement douaniers.

Un autre marchand d'armes louche et "intouchable" dans la région répond au nom de "Mr Kotecha", un américain d'origine indienne. Les intérêts de Kotecha au Sud Kivu sont énormes, et il est manifestement pointé du doigt pour le blanchissement d'argent, vente d'armes contrebande de coltan et de diamant. Après première invasion du Congo sponsorisée par les Américains en 1996, il est connu de tout le monde que Kotecha s'est vanté publiquement s'autoproclama comme "le Consulat des Etats-Unis au Sud Kivu". Kotecha détient un passeport américain et possède un château en Californie.

Quand Pascal Kabungulu, un militant local pour les droits de l'homme très connu pour son franc parler et travaillant pour une petite ONG locale dénommée Héritiers de la Justice, a été assassiné durant l'été 2005 à Bukavu, les présumés assassins, y compris un commandant de l'armée congolaise, ont été identifiés par la Monuc mais la "communauté internationale" n'a jamais pris une action quelconque pour traduire ces gens en justice. Le mobile de son assassinat tourne autour de son rôle qu'il a joué dans la dénonciation des activités de contrebande dont sont impliqués la plupart des commandants de l'armée congolaise à l'est, un commercialisme militaire qui continue à battre son plein jusqu'à ce jour.

Le Panel des Experts de l'ONU dans un rapport très attendu va défier et dénoncer plusieurs compagnies aériennes pour entreprendre des vols illicites, voire illégaux, secrets non-enregistrés ou faussement enregistrés, entrant et sortant du Congo. L'une des compagnies aériennes notoires impliquées dans le transport illicite des richesses pillées au Congo, est bel et bien la Compagnie Simax basée à Oregon et pourtant utilisant une adresse Sierra Léonaise, appartenant à Victor Bout, un trafiquant d'armes notoire. Simax est connectée avec le reste du réseau de trafic d'armes de Victor Bout. Pourtant, le Panel des Experts de l'ONU, a une fois de plus passé sous silence les activités de certaines agences occidentales – trainant une réputation notoire d'affaires illicites – et dont les vols demeurent également subreptices et inexplicables. A la première ligne se trouve l'ONG International Rescue Committee (IRC) – Henri Kissinger en est le co-directeur – dont les vols entrant et sortant du Congo et des vols internes à l'intérieur du Congo à partir des aéroports isolés à travers l'est du Congo, demeurent complètement non-enregistrés par les inspecteurs de la Monuc pour imposer l'embargo des armes à l'est du Congo. A Bukavu par exemple, tous les petits porteurs doivent officiellement être soumis au contrôle des inspecteurs de la Monuc pour imposer l'embargo des armes à l'est du Congo. Mais les vols de IRC sont en dehors du mandat de la Monuc. IRC est intouchable, comme l'a admis un observateur militaire de la Monuc: "IRC doit se soumettre aux mêmes règles du jeu que tout le monde; sinon, nous supposons que IRC assure le transport des armes parce qu'ils ne nous permettent pas de confirmer qu'ils ne le font pas."

De la même façon, pendant que le Panel des Experts de l'ONU ont mené des enquêtes et fait des révélations sur les activités criminelles de certains réseaux criminels illégaux au Congo, les experts de l'ONU ont sciemment fermé les yeux sur les contrats léonins signés derrière les portes fermées par les PDG d'Adastra, Angl-America, les compagnies d'Adolph Lundin (un ami intime de George H. W. Bush), qui jouissent des concessions minières à Lubumbashi, Kolwezi et Mbuji Mayi, dans les provinces du Katanga et du Kasai. Phelps Dodge, une multinationale américaine est entrée en partenariat avec Tenke Mining de Lundin pour exploiter le cuivre et le cobalt au Katanga. Douglas C. Yearly, directeur de Phelps Dodge est également PDG de Lockheed Martin et directeur de World Wildlife Fund (WWF). WWF est en partenariat avec USAID et CARE et travaillent ensemble "pour la conservation de la nature" – lisez acquisition, des projets à travers tout le Congo pendant que "l'agenda humanitaire" de CARE est aussi financé par Lockheed Martin.

"La conservation de la nature" prônée par toutes ces agences occidentales camouflent pas mal leurs intérêts et sert d'avant garde pour leur pénétration, leur ingérence dans tous les coins mêmes les plus reculés en Afrique Centrale: USAID, WWF, AWF et Conservation International en sont les pionniers. Les activités illicites de USAID à travers le Congo prouvent rapidement que tous les fanfares qui précèdent "l'aide humanitaire" de USAID qui travaille dans des projets susceptibles

d'apporter "un developement communautaire durable".

Plus notables sont le Central Africa Region Partnership for the Environment – CARPE (Parténariat de Région de l'Afrique Centrale pour l'Environnement) et le Congo Basin Forest Partnership – CBFPP (Parténariat pour les Forêts du Bassin du Congo). Ces deux programmes d'intelligence occidentale ont des agendas militaires et économiques cachés. Le National Geographic est impliqué dans promotion et dans la propagation sans relache des mythologies de la conservation, démocratie, developement communautaire. Quand le National Geographic de respect et soutien aux peuples indigènes, il ne fait qu'approuver quelque chose pour la forme.

Il y a des gens qui croient que la raison pour laquelle l'opinion internationale n'est pas sensibilisée sur la situation au Congo et le manque d'une intervention appropriée, est que la communauté internationale ne sait que faire pour résoudre le "quagmire" congolais et apporter des remèdes appropriés. Et pourtant ce qui peut se faire est honnêtement clair. L'Occident est peu disposé de faire quoi que ce soit pour des raisons géopolitiques et économiques très puissantes.

1. Les programmes américaines de formation militaire en Afrique doivent se doter d'un comité de surveillance et doivent se faire dans la transparence. Les gouvernements occidentaux doivent mettre fin à leur attitude hypocrite et doivent toute mettre en oeuvre pour ne plus former des groupes "rebelles" ou "dissidents" quelconques, surtout pour les tourner contre des gouvernements démocratiquement élus en Afrique (pourvu que les élections en question n'étaient pas marquées par des fraudes), même si les gouvernements démocratiquement élus ne s'alignent pas politiquement à l'idéologie occidentale et ou idéaux économiques occidentaux.

2. Parallèlement au N01, a comité doit être établi pour surveiller les activités de compagnies militaires privées. A l'instar des firmes multinationales, les compagnies militaires privées ne ne soumettent pas aux conventions qui régissent les activités de la guerre, comme le feraient les forces armées établies d'une nation donnée. L'ONU doit passer des résolutions qui donnent un mandat à la Cour Pénale Internationale et à la Cour Criminelle Internationale de poursuivre de telles compagnies militaires privées (34).

3. Dans l'arène des transfert d'armes, des efforts substantiels doivent être fournis pour intercepter et poursuivre les violeurs d'embargo, les coulissiers illégaux et des trafiquants d'armes. En outre, ceux qui vendent, transportent sous coulisses, financent ou font des montages des transactions d'armes spécifiquement destinées aux enfants doivent subir les pénalités les plus dures (certaines "petites armes" sont modifiées pour réduire leurs poids pour faciliter aux enfants de les porter). Les compagnies qui assurent le transport des cargaisons d'armes, par bateaux ou par avions et qui contrôlent le mouvement de l'écoulement ou du blanchissement de l'argent généré à partir de ces ventes illégales avec des pays, des personnes ou des organisations qui sont frappés par l'embargo ou qui agissent contre la loi nationale et internationale, doivent être tenus responsables pour leur crime. Leurs biens peuvent être gelés, ils peuvent être interdits de voyager, et des liens économiques qu'entretiennent certains gouvernements avec de telles firmes doivent être coupés. Il faut que des mesures appropriés soit mises en place, qui garantissent l'exécution ou l'application de toutes ces pénalités.

4. L'allègement de la dette est essentiel, mais des voies et moyens doivent être trouvés pour assurer la protection des crédits du FMI et de la Banque Mondiale

contre les dépenses militaires. Les motivations du Président de la Banque Mondiale, Paul Wolfowitz sont suspectes. Le Dr Wolfowitz est un ancien Secrétaire d'Etat adjoint à la défense sous George H.W. Bush, un ancien ambassadeur des Etats-Unis aux en Indonésie sous Ronald Reagan, il est membre du PNAC et possède une double nationalité en Israël. De la même façon, le FMI et la Banque Mondiale doivent changer leur politique de privatisation qu'ils ont brandi toujours comme condition sine qua none (une stipulation en fait) avant l'approbation de nouveaux crédits à chaque état africain susceptibles d'y stimuler la croissance économique; au lieu de libérer le secteur économique dans chaque état africain de l'entrave des corporations multinationales qui étouffent sa croissance. Le FMI et la Banque Mondiale doivent alléger la dette des pays les plus pauvres qui en ont besoin urgemment sur base leurs indicateurs économiques. Certains pays qui jouissent de l'allègement de la dette comme l'Ouganda et le Rwanda, sont parmi les grands dépenseurs des crédits leur octroyé par le FMI et la Banque Mondiale dans le secteur militaire, pour l'achat des armes (35). Il faut s'assurer que ces crédits soient plutôt consacrés à la construction des infrastructures et aux services publics, indépendamment des modèles réquis par les corporations multinationales encastrés au FMI et à la Banque Mondiale et qui visent des contrats pour la distribution de ces services et à leur profit. Il faut s'assurer que les crédits alloués soient dépensés dans leurs secteurs qui ont le plus besoin de développement. Par exemple, en Ouganda, le crédits octroyé à Museveni n'ont servi qu'au développement du sud de Kampala la capitale, et à Mbarara, sa soit disant ville natale [Museveni est venu du Rwanda dans le berceau de ses parents Tutsi]. Pendant ce temps, le peuple Acholi, qui votent toujours contre le parti de Museveni pendant les élections sont complètement abandonnés à leur triste sort, et la situation dans les districts de Lira, Gulu et de Kitgum continue à se détériorer. En plus, chaque pays bailleur de fond occidental ou donateur doit examiner l'aide qu'il octroie à chaque pays africain pour s'assurer qu'une grande partie du capital alloué n'est pas dépensé uniquement dans le secteur militaire et que le gouvernement du pays bénéficiaire ne se distingue pas par l'abus des droits de l'homme. Finalement, l'allègement de la dette ne porte aucune préjudice aux banques qui ont octroyés des prêts en première place et ces banques tirent des intérêts colossaux sur base des taux qu'elles ont elles mêmes fixés, sans oublier de mentionner le fait que les hommes d'affaires américains tirent des profits colossaux, une fois associés à la distribution des services publiques poussés par eux à la privatisation dans des pays bénéficiaires des dits crédits. La dette est ainsi directement transféré aux contribuables africains et donc il y a besoin de transparence pour s'assurer que les bailleurs de fond supportent aussi les coûts (s'ils sollicitent des crédits pour leurs allègement "humanitaire" de la dette).

5. Les pays occidentaux doivent mettre fin à l'impunité dont souvent jouissent ceux qui sont responsables des pillages systematiques des richesses du Congo. Les compagnies qui achètent des minerais pillés illégalement au Congo ou qui achètent des concessions minières de la part des groupes rebelles illégitimes doivent être poursuivies. La Cour Pénale Internationale a récemment donné le ton en condamnant l'Ouganda et en imposant des dédomagements au gouvernement ougandais au profit du Congo, mais les cas du Rwanda, du Burundi, de la Zambie et du Zimbabwe demeurent inexplicablement comptetenu de leur piraterie directe au Congo, tout comme les firmes occidentales qui ont acheté des minerais et les hommes affaires occidentaux qui les soutiennent (le processus de Kimberley, établi avec le soutien des académiciens et des experts des services secrets à l'Université de Havard, constitue un exemple parfait où les garde-barrières déterminent la politique de leurs propres barrières: les intérêts colossaux mais rétranchés et secrets incarnés par les compagnies des routiers des affaires comme Oppenheimer/DeBeers et Maurice

Tempelsman qui sont légitimés et déclarés comme des négociants des diamants "propres"; tandis que les autres petits concurrents, ayant très peu de connections dans les cercles du pouvoir et qui osent défier le statut quo, y compris les enfants Congolais qui se glissent dans les mines et qui sont tués par balles pour avoir "volé" les diamants qui sont extraits de leur propres terres ancestrales, ravies de force à leurs familles en proie à la famine par les multinationales. Les experts du Processus de Kimberley qualifient ces enfants, souvent déshumanisés de négociants de "diamants de sang"!

6. La Cour Pénale Internationale et la Cour Criminelle Internationale doivent reconnaître tous les chefs militaires et civils – Africains, Américains, Européens – comme coupables de crimes contre l'humanité et les contraindre à répondre à leurs actes. L'Occident est connu pour son habitude de protéger les criminels des poursuites judiciaires en vertu de leurs alliances politiques et économiques avec les gouvernements occidentaux. L'Occident ne doit plus échapper à ça! Les gouvernements occidentaux qui hébergent ces criminels doivent encourir des poursuites judiciaires. Les sanctions économiques ne servent à rien contre les pays pauvres parce que ce sont les citoyens ordinaires, c'est la population qui en subissent des conséquences. Les dignitaires du régime spécifiquement impliqués dans les crimes contre l'humanité doivent être tenus coupables.

7. Les forces de maintien de la paix, la Monuc en particulier, doit être examinées, pour s'assurer que leur mission se poursuit uniquement pour l'intérêt général de la population, pour promouvoir la paix et la sécurité. Comme nous l'avons déjà illustré, certains éléments de la Monuc se sont servi de leur mission comme une couverture afin de sauvegarder les intérêts des pays occidentaux et leurs bénéficiaires qui se comptent parmi les multinationales de leurs pays respectifs. Ils le font sous la bannière de "maintien de la paix" au détriment des civils qui sont tués par milliers en occurrence et qu'ils sont censés protéger. Ceux qui se sont rendus coupable d'un tel double jeu doivent être poursuivis, jugés et punis. Il faut s'assurer aussi que les enquêtes ne se limitent pas seulement au niveau des soldats individuellement ou au niveau des brigades qui commettent des crimes. Les enquêtes doivent aboutir jusqu'à dépister la chaîne de commandement, les officiers supérieurs d'où émanent les ordres et à qui eux à leur tour doivent-ils leur loyauté, pour découvrir les motivations derrière les opérations de la Monuc. Il y a beaucoup de rapports qui indiquent que les troupes de la Monuc pillent les ivoires, l'or, les peaux des espèces d'animaux rares dans les parcs nationaux. Les villageois confirment qu'ils ont vu des massacres se perpétrer sous la barbe des officiers de la Monuc même, et qui ne font rien pour empêcher les tueries (36). Les troupes de la Monuc ont violé les femmes Congolaises (37). Quand les dissidents chefs rebelles Rwandais devenu Congolais, Laurent Nkunda et Jules Mutebusi, tous les deux des criminels de guerre recherchés par l'ONU, se sont emparés de la ville de Bukavu par la force en mai 2004, la Monuc leur a fourni des armes et des véhicules. Nkunda a déclaré publiquement que c'est le patron de la Monuc William Swing qui lui a offert un téléphone (satellitaire) pour utiliser pendant l'incursion (38).

8. Les médias internationaux sont complètement et vertueusement muets par rapport à chaque événement majeur de grande importance qui se déroule pendant la période de la guerre au Congo, et par rapport aux réseaux criminels internationaux qui tirent les ficelles derrière cette guerre. La désinformation au sujet de l'Afrique prédomine dans les médias occidentaux parce que tous les principaux organes de médias occidentaux se sont de commun accord entendus sur une seule chose: camoufler la vérité sur l'Afrique. Un boycott de toutes les principales publications s'impose et

s'avère impératif et doit viser les plus notoires: Boston Globe, Washington Post, Newsweek, Time, US News and World Report, USA Today, New York Times, the New Yorker (Conde Nast Publications), Harper's, Atlantic Monthly (très subventionnée par Lockheed Martin et Northrup Grumman) et, National Geographic.

9. Il est nécessaire que le brouillard de la guerre soit dissipé autour des activités des soit disant organisations ou individus travaillant pour "la défense des droits de l'homme" ou pour des programmes "humanitaires", mais qui sont en fait, sur la feuille de paie des multinationales occidentales. Notable dans cette catégorie, se trouvent: Human Rights Watch, Amnesty International, CARE, USAID, Norwegian People's Aid, International Crisis Group, International Rescue Committee, Refugees International, the Genocide Intervention Fund, and many UN bodies, mais plus spécialement le UNHRC. La plus part de ces agences donnent l'impression d'être très actives sur le terrain, mais en vérité, elles luttent, elles s'épuisent pour leur propre survie. Les activités ou les opérations récentes des Médecins Sans Frontières (MSF) méritent également un examen minutieux.

10. Les organisations qui oeuvrent ou qui militent pour la justice sociale et la paix sont coupable d'un manquement grave du fait qu'elles ne prennent aucune action significative pour tempérer la guerre au Congo et exposer les motifs derrière cette guerre. Le premier pas serait d'ouvrir des espaces aux voix alternatives qui sont pour le moment exclues par les grandes plateformes des médias sur la justice sociale. Deuxièmement, déclarer un boycott total sur l'or et les diamants volés au Congo, et organiser une campagne de protestation qui viserait à châtier économiquement les magasins où les diamants volés sont vendus. Une troisième action consisterait à demander ou à arracher des engagements financiers sérieux – à la fois de la part des individus et de la part des organisations – pour soutenir et les individus, et les vibrantes organisations qui travaillent sur le terrain pour la défense des droits de l'homme, pour la santé des femmes, pour le désarmement, pour l'éducation, pour la sécurité alimentaire, pour la protection de l'environnement et des forêts au Congo... Quatrièmement, les gens doivent s'affranchir de la peur (leur inculquée par les médias occidentaux) qui les empêchent à prendre des actions concrètes pour aider le peuple Congolais: il n'y a aucune raison – sauf l'inacceptable – qui excuserait les Occidentaux de ne pas établir un programme de "Témoin pour la Paix" basé au Congo.

11. Les groupes des droits humains doivent élargir leurs missions au Congo où les besoins sont partout immenses. Le viol est endémique au Congo et constitue une source de traumatisme physique et psychologique, contribue à la propagation du VIH, Ebola et d'autres maladies sexuellement transmises. Les survivantes donnent naissance parfois à des enfants infectés par le VIH sans espoir de recevoir de l'aide médicale ou financière; ce qui augmente une nécessité insurmontable pour aider et prendre soin des orphelins. Les mères enfants conçus à la suite d'un acte de viol sont souvent désavouées par leurs villages et leurs familles. Les féministes occidentales et les organisations des femmes de défense des droits de l'homme doivent s'impliquer et fournir des ressources aux victimes de viol au Congo. Ceux qui se sont rendus coupables d'actes de viol doivent être jugés et punis, ils doivent subir la rigueur de la loi une fois trouvés coupables. En effet, l'évidence montre que dans la plus part des cas de viol à l'arrière pays à l'est du Congo, la violence sexuelle est réduite d'une façon dramatique en tenant tout simplement les officiers militaires responsables pour les actes de viol commises par leur troupes, ce qui ne se fait pas.

12. La Radio Okapi, une radio de la Monuc constitue une corde de sécurité en ce qui

concerne les informations en RDC, mais les programmes de la Radio Okapi sont dominés par les agendas de l'ONU. Une pression doit être exercée sur l'ONU pour que le réseau de la Radio Okapi soit élargi, les "émissions peluches" éliminées, et son reportage et son programme diversifiés et approfondis. Pour donner un simple exemple sur comment les choses pourraient être améliorées en RDC, il faut que les programmes qui sensibilisent l'opinion sur le problème de viol, et qui sensibilisent les militaires sur les punitions qu'ils encourraient au cas où ils se rendraient coupables des actes de viol, soient montés. De tels programmes ne sont jamais pris en considération.

13. Le gouvernement de transition au Congo est composé des seigneurs de guerres et des fonctionnaires du gouvernement qui doivent répondre aux crimes qu'ils ont commis. De même que les hommes d'affaires, les individus, les corporations multinationales et les gouvernements étrangers qui les ont soutenus, ces seigneurs de guerres et ces fonctionnaires du gouvernement sont tous responsables de crimes contre l'humanité. Il n'est pas permis au gouvernement de transition de nommer des criminels de guerre à des postes clés au cabinet, au parlement, tout comme aux postes de gouverneur au niveau des provinces.

References

- (1) "Mortality in the Democratic Republic of the Congo: A Nationwide Survey." Benjamin Coghlan, Richard J. Brennan, Pascal Ngoy, David Dofara, Brad Otto, Mark Clements, and Tony Steward. *The Lancet*, 7 Jan. 2006. Number 367 pp. 44-51
- (2) "Thousands' dying in DR Congo war," *BBC News*, 6, Jan. 2006: <http://news.bbc.co.uk/1/hi/world/africa/4586832.stm> .
- (3) "Depopulation & Perception Management Part 2: Central Africa," Keith Harmon Snow. Pioneer Valley VOICE, Feb. 2001: <http://www.allthingspass.com/uploads/html-32Depop&PercepMan.htm> ; "Congo: Capitalist Mineral Lust Fuels Bloodshed," Direct Action: http://www.directa.force9.co.uk/back%20issues/DA%2028/regulars3_1.html
- (4) "The Lost World War," Erik Vilwar, Corporation Watch Newsletter, Issue 13, March-April 2003: <http://www.corporatewatch.org.uk/newsletter/issue13>
- (5) "Depopulation As Policy, or, How the Despair and Death of Millions of African People is Daily Determined by the Lifestyle of Ordinary Americans, in Small Town USA, With Nary a Word of Truth In the US Press, If Anything At All, And Why Most of Us Know Nothing About It, And Do Nothing To Stop It When We Do Know," Keith Harmon Snow, 2003: <http://www.allthingspass.com/uploads/html-52Depopulation%20As%20Policy.htm>
- (6) Private interview, Keith Harmon Snow, Bunia, 2005.
- (7) "Central Africa: Hidden Agendas and the Western Press," Pioneer Valley Voice, Keith Harmon Snow: <http://www.audarya-fellowship.com/showflat/cat/WorldNews/48471/0/collapsed/5/o/1>
- (8) "Genocide and Covert Operations In Africa 1993-1999," United States One Hundred Seventh Congress. Subcommittee on International Operations and Human Rights. First Session. 17 May 2001. comp. Centre for Research on Globalization.

<http://www.globalresearch.ca/articles/MAD111A.html> .

(9) Ibid.

(10) "Stolen Goods: Coltan and Conflict in the Democratic Republic of the Congo," Dena Montague, SAIS Review, vol. XXII no. 1 (Winter-Spring 2002); "Congo: Capitalist Mineral Lust Fuels Bloodshed," Direct Action: http://www.directa.force9.co.uk/back%20issues/DA%2028/regulars3_1.html; "Congo: The Western Heart of Darkness," Asad Ismi, The Canadian Centre for Policy Alternatives Monitor, October 2001.

(11) "Depopulation & Perception Management Part 2: Central Africa," Keith Harmon Snow, Pioneer Valley VOICE, Feb. 2001: <http://www.allthingspass.com/uploads/html-32Depop&PercepMan.htm> .

(12) "Proxy Wars in Central Africa: Profits, Propaganda, and Luxury Goods for the White World—Pacification, Rape, and Slavery for the Blacks," Keith Harmon Snow, World War 3 Report, Issue No. 100, 19 July 2004: <http://ww3report.com/proxy.html> .

(13) "Named and Shamed," Ruud Leeuw: <http://www.ruudleeuw.com/vbout17.htm> .

(14) "Uganda, Sanctions, and Congo-K: Who is Who in Uganda Mining," Africa Analysis, 5 June 2001: <http://www.globalpolicy.org/security/issues/congo/2001/0606uga.htm> .

(15) "Corporate Soldiers: The U.S. Government Privatizes Force," Daniel Burton and Wayne Madsen: http://www.totse.com/en/politics/us_military/162741.html .

(16) David Gibbs, "The Political Economy of Third World Interventions," University of Arizona Press; and Wayne Madsen, "Genocide and Covert Operations in Africa, 1993-1999," Mellen Press, 1999.

(17) "The Lost World War," Erik Vilwar, Corporation Watch Newsletter, Issue 13, March-April 2003: <http://www.corporatewatch.org.uk/newsletter/issue13> .

(18) "Sony Corporation of America: Executive Biographies," Jan. 2006. <http://www.sony.com.SCA/>

(19) "Proxy Wars in Central Africa: Profits, Propaganda, and Luxury Goods for the White World – Pacification, Rape, and Slavery for the Blacks," Keith Harmon Snow, World War 3 Report, Issue No. 100, 19 Jul. 2004: <http://ww3report.com/proxy.html> .

(20) "Genocide and Covert Operations In Africa, 1993-1999," United States One Hundred Seventh Congress, Subcommittee on International Operations and Human Rights, First Session, 17 May 2001, comp. Centre for Research on Globalization: <http://www.globalresearch.ca/articles/MAD111A.html> .

(21) "The U.S. (Under)mining Job of Africa," : <http://cryptome.org/us-africa.wm.htm> .

(22) "Stolen Goods: Coltan and Conflict in the Democratic Republic of the Congo," Dena Montague, SAIS Review, Vol. XXII, No. 1, (Winter-Spring 2002).

- (23) "A Continent for the Taking: The Tragedy and Hope of Africa," Howard French, 12 April 2005, Vintage, New York, NY.
- (24) "The Exception to the Rulers: Exposing Oily Politicians, War Profiteers, and the Media That Love Them," Amy Goodman, David Goodman, 2004, Hyperion Press, New York, NY.
- (25) See: "Friends in High Places: The Bechtel Story."
- (26) "Stolen Goods: Coltan and Conflict in the Democratic Republic of the Congo," Dena Montague, SAIS Review, Vol. XXII, No. 1, (Winter-Spring 2002); Named and Shamed, Ruud Leeuw: <http://www.ruudleeuw.com/vbout17.htm> .
- (27) "Rwanda's Secret War: U.S.-Backed Destabilization of Central Africa," keith harmon snow, 12 December 2004: http://traprockpeace.org/keith_snow_rwanda.html .
- (28) "Proxy Wars in Central Africa: Profits, Propaganda, and Luxury Goods for the White World – Pacification, Rape, and Slavery for the Blacks," keith harmon snow, World War 3 Report, Issue No. 100, 19 Jul. 2004: <http://ww3report.com/proxy.html> .
- (29) "The U.S. (Under)mining Job of Africa," <http://cryptome.org/us-africa.wm.htm> .
- (30) "Genocide and Covert Operations in Africa, 1993-1999," United States One Hundred Seventh Congress. Subcommittee on International Operations and Human Rights. First Session. 17 May 2001. comp. Centre for Research on Globalization. <http://www.globalresearch.ca/articles/MAD111A.html> .
- (31) Private interview, keith harmon snow, eastern DRC, July 2005.
- (32) "Corporate Soldiers: The U.S. Government Privatizes Force," Daniel Burton and Wayne Madsen: http://www.totse.com/en/politics/us_military/162741.html .
- (33) Confidential report, received, February 2006.
- (34) "The Controversial Commando," Pratap Chatterjee, 14 Jun. 2004: http://www.guerrillanews.com/human_rights/doc4644.html ; "CSC/DynCorp." Corporation Watch: http://www.corpwatch.org/print_article.php?list=type&type=18 ; "Crossing the Rubicon," Michael Ruppert, 2004, New Society Publishers, Gabriola Island, BC, Canada: p. 79-80.
- (35) "The Use of Rwanda's External Debt (1990-1994): The Responsibility of Donors and Creditors," Michel Chossudovsky, Pierre Galand, 30 March 2004: <http://www.globalresearch.ca/PrintArticle.php?articleId=364> .
- (36) "Rwanda's Secret War: U.S.-Backed Destabilization of Central Africa," keith harmon snow, World War Four Report, 12 Dec. 2004: www.WorldWar4Report.com .
- (37) "Proxy Wars in Central Africa: Profits, Propaganda, and Luxury Goods for the White World—Pacification, Rape, and Slavery for the Blacks," keith harmon snow, World War 3 Report, No. 100, 19 Jul. 2004: <http://ww3report.com/proxy.html> .

(38) "Report on Events in Bukavu, South Kivu: May 26 to June 9, 2004," Network of Women for the Defense of Rights and of Peace.